

songer à présenter d'autres mesures pour régler les problèmes actuels. Vous le savez, monsieur l'Orateur, quand d'autres perdent leur emploi, nous appelons ce phénomène une récession. Mais lorsque nous y perdons notre emploi, il s'agit d'une dépression. L'adoption du projet de loi causera du tort à tous ceux qui éprouvent des difficultés économiques et ne fera rien pour résoudre les problèmes qui se posent dans certaines parties de notre pays. Bien entendu, je parle surtout de l'Ouest du Canada, région que je connais bien, mais mes remarques s'appliquent également à d'autres régions peu prospères de notre pays.

Le ministre dira peut-être qu'il faut freiner l'élan économique, mais cette nécessité ne s'impose pas d'un bout à l'autre du Canada. Le gouvernement devrait envisager de présenter des mesures fiscales capables d'aider certaines régions défavorisées de notre pays et d'investir davantage dans ces régions. Le gouvernement devrait considérer l'industrie canadienne sur une base régionale. Par exemple, si l'industrie de la potasse est en difficultés, il devrait envisager de l'aider. Si c'est l'industrie pétrolière ou l'industrie agricole, le ministre devrait envisager de les aider en appliquant des mesures fiscales. Nous en avons présenté au sujet des tarifs douaniers, mais je constate qu'elles ne favorisent pas également toutes les régions du pays. Par exemple, les tarifs douaniers des articles automobiles affectent surtout la petite partie du pays qui comprend la région de Windsor, Toronto et la région d'Oshawa. Ceux qui vivent dans ces régions protesteraient sans doute avec violence si nous touchions aux droits sur les automobiles et pourtant les députés qui représentent ces régions ne feront pas grand-chose en retour et n'aideront guère les autres régions du pays. Comme l'industrie automobile et les industries similaires sont assez prospères, nous sommes fondés à dire qu'il faut freiner le rythme de l'économie en ce qui concerne ces industries. Cependant, ces mesures de freinage ne doivent pas être appliquées d'une façon uniforme. Certaines industries ont besoin d'aide, c'est pourquoi le gouvernement doit savoir distinguer.

Le bill me rappelle une maison de bidonville. J'ai vu un jour une cabane flanquée d'un appentis auquel on en avait ajouté un autre, flanqué lui-même d'un troisième. Cette mesure législative m'y fait penser car elle symbolise l'attitude du gouvernement envers l'impôt. Si le gouvernement pouvait nous assurer que ses propositions de réforme fiscale prévoient des améliorations quant au

[M. Thomson.]

genre d'impôt qu'il cherche à imposer, nous serions peut-être plus enclins à l'écouter. Malheureusement, cette assurance n'a pas été donnée. On reparlera sans doute de la surtaxe comme de l'endettement du Canadien National, c'est-à-dire chaque année. On nous avait pourtant dit qu'il s'agissait d'une taxe spéciale. J'estime que cela ne résout pas nos problèmes. Je presse le ministre, représentant de Windsor-Ouest de ne pas refroidir l'économie de façon globale, car certaines régions ont besoin d'aide pour résoudre quelques-uns de leurs problèmes. Arrêtons donc des mesures fiscales adéquates pour aider ces régions-là; nous aiderons ainsi l'ensemble de l'économie amorçant ainsi une certaine unité, qui aurait une valeur réelle.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je ne reprendrais pas la parole sur la motion principale à la présente étape si ce n'était de la gravité de la situation actuelle. Le gouvernement se doit d'étudier sérieusement la question de sa crédibilité et de la confiance qu'il inspire aux Canadiens, vu les événements survenus ces derniers mois et le sentiment croissant que le gouvernement a perdu le contrôle de la situation, qu'il n'est plus capable de prendre en mains les problèmes qui se posent au Canada. En étudiant le bill, il nous faut, je crois, nous rappeler la déclaration du ministre des Finances (M. Benson) en juin dernier dans son exposé budgétaire. On l'a déjà signalé, mais voici ce qu'il a dit, comme en fait foi le hansard à la page 9417:

D'autre part, on comprendra sûrement qu'il nous faut aujourd'hui en prolonger l'application pour aider à stabiliser l'économie et non pas pour augmenter nos recettes.

Nous devons voir ce que l'économie est devenue depuis, quelles sont les attitudes du public aujourd'hui et comment il réagit aux politiques du gouvernement.

J'ai noté avec beaucoup d'intérêt l'article de M. George Bain, publié dans le *Globe and Mail* de ce matin; à mon avis, il résume assez bien le sentiment actuel de la population à l'égard des prétendues politiques de stabilisation économique du gouvernement, dont le bill à l'étude fait partie, comme le ministre l'a dit. Par votre entremise, monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler aux députés un extrait de cet article de M. Bain, paru dans le *Globe and Mail* de ce matin:

• (3.40 p.m.)

Le gouvernement actuel par moments sombre dans un état de paralysie mentale complète—comme par exemple lorsque le ministre des Finances, M. Edgar Benson, s'est vu demander